COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

**CINQUIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DES MINISTRES DE L'ÉNERGIE ET DES
TRANSPORTS DU PACIFIQUE**

(Port-Vila, Vanuatu, 8-12 mai 2023)

**POINT E7 DE L'ORDRE DU JOUR – ÉNERGIES RENOUVELABLES ET
ÉLECTRIFICATION RURALE DANS LE PACIFIQUE**

(Document présenté par l'Institut mondial de la croissance verte [GGGI])

Objet

1. Le présent document a pour objectif d'informer les ministres de l'Énergie sur les activités qui ont été menées par l'Institut mondial de la croissance verte dans le Pacifique, en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et d'électrification rurale.

Contexte

2. L'Institut mondial de la croissance verte (GGGI) est une organisation intergouvernementale internationale fondée sur un traité, dont la mission est d'aider ses membres à opérer la transition vers un modèle de croissance verte. Le GGGI compte 45 pays membres dans le monde entier.
3. Le GGGI compte cinq membres dans le Pacifique (Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga et Vanuatu), dans lesquels il dispose de bureaux et exerce ses activités. Par ailleurs, le GGGI mène également des activités en collaboration avec des pays partenaires (Îles Cook, Palau, Îles Marshall, Nauru, Samoa et Tuvalu), au moyen de programmes régionaux, et organise des activités de renforcement des capacités et d'échange de connaissances dans les 14 pays océaniques.
4. Le GGGI fournit à ses membres et aux pays partenaires un appui technique en matière d'élaboration de politiques, de mobilisation d'investissements verts et de renforcement des capacités dans les domaines de l'énergie, des transports, des bâtiments verts, de l'agriculture climato-intelligente, de la résilience des zones côtières, des financements climatiques et autres.
5. Dictée par les besoins de ses membres et pays partenaires et adaptée à ceux-ci, l'assistance technique du GGGI est mise en œuvre par ses agents intégrés au sein des ministères compétents.
6. Lors de la Conférence des directeurs de l'énergie du Pacifique, qui s'est tenue aux Fidji en juillet 2022, le GGGI a eu l'opportunité de présenter ses activités dans le Pacifique, en particulier dans les domaines des énergies renouvelables et de l'électrification rurale.

Situation actuelle

7. Dans le cadre de ses activités d'appui à l'élaboration de politiques menées entre 2019 et 2022, le GGGI a notamment contribué à :
 - a) l'élaboration de plans d'investissement et de feuilles de route en matière de contributions déterminées au niveau national (CDN), y compris des projets en cours dans cinq pays océaniques (Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga et Tuvalu), qui contiennent chacun de nombreuses mesures d'atténuation dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ;
 - b) l'élaboration de stratégies de développement bas carbone à long terme pour les Fidji, les Tonga et Vanuatu (ces stratégies sont en cours d'élaboration pour les Îles Salomon),

comprenant chacune une analyse et des trajectoires de développement bas carbone pour le secteur énergétique ;

- c) l'examen complet de la politique énergétique nationale des Fidji de 2006¹ en 2020–2021, notamment une évaluation énergétique et genrée, et l'élaboration du nouveau projet de politique énergétique nationale pour 2022–2030, avec l'appui financier de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce. Ce projet est en attente de validation par le Conseil des ministres ;
 - d) l'élaboration, au Vanuatu, de la feuille de route nationale en matière énergétique, du plan de mise en œuvre, de la stratégie et du plan d'action nationaux en matière d'efficacité énergétique, ainsi que l'évaluation des réformes fiscales et des avantages fiscaux afin d'améliorer l'adoption d'appareils économes en énergie, l'élaboration de normes d'émission s'appliquant aux véhicules et la mobilisation du fonds national pour l'énergie verte dans l'objectif de réaliser l'électrification rurale au moyen de la préparation d'une note conceptuelle du Fonds vert pour le climat (FVC) ; et
 - e) l'examen de la feuille de route sur l'énergie des Tonga, l'élaboration de la feuille de route sur l'énergie PLUS 2021–2036 des Tonga et l'élaboration du plan d'investissement TERM PLUS.
8. Dans le cadre de la mobilisation d'investissements verts pour le secteur énergétique entre 2019 et 2022, le GGGI :
- a) a soutenu, au Vanuatu, la mise en place et la capitalisation du fonds national pour l'énergie verte et le développement du financement sur facturation, ainsi que l'élaboration d'un projet de systèmes de stockage de l'énergie sur batterie pour la stabilisation du réseau sur l'île d'Efate d'une valeur de 11,5 millions de dollars des États-Unis ;
 - b) a achevé, au Vanuatu, l'installation et la mise en service de 22 systèmes d'alimentation en eau fonctionnant à l'énergie solaire dans 21 communautés. La deuxième phase du projet est en cours afin de fournir 30 systèmes supplémentaires aux communautés rurales isolées d'ici à 2024 ;
 - c) a achevé, aux Fidji, des études de faisabilité relatives à l'énergie solaire à Ovalau et Taveuni et soutenu la mobilisation de plus de 13 millions de dollars des États-Unis en vue de la mise en œuvre ; il fournit en permanence un appui au fonds d'électrification rurale des Fidji au moyen d'études de faisabilité et de la mobilisation d'investissements ;
 - d) soutient, aux Fidji, en collaboration avec le service de l'eau des Fidji (WAF), une étude de faisabilité pour l'installation de systèmes énergétiques hybrides sur trois îles (Lakeba, Vanua Balavu et Rotuma) ;
 - e) soutient, aux Tonga et au Samoa, la conception de projets de stabilisation du réseau et de systèmes de stockage de l'énergie sur batterie au moyen d'études de faisabilité et de la conception de projets, pour un montant de plus de 20 millions de dollars des États-Unis ;
 - f) a achevé, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, une étude de pré-faisabilité sur l'installation de systèmes solaires photovoltaïques pour des établissements de santé ruraux ; et
 - g) soutient la mobilisation de financements climatiques pour appuyer la transition vers des énergies renouvelables, au moyen d'une étude de pré-faisabilité visant à évaluer les ressources en énergies renouvelables.
9. Dans le cadre de l'appui en matière de renforcement des capacités et d'électrification rurale, le GGGI a :
- a) achevé avec succès, en 2022, le projet régional de renforcement des capacités, d'une durée de quatre ans, qui visait notamment à élaborer dix modules de formation sur les énergies renouvelables et l'économie verte, et organisé des formations dans 23 communautés rurales isolées aux Fidji, à Vanuatu, aux Îles Salomon et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ces

¹ Fiji National Energy Policy 2006. <https://www.energy.gov.fj/wp-content/uploads/2021/10/National-Energy-Policy-2006-1.pdf>. Accessed on 10 March 2023

modules de formation peuvent être téléchargés gratuitement sur le site web du projet : <https://greeneducationportal.org/>.

- b) fourni un appui technique en permanence au fonds d'électrification rurale des Fidji (FREF), dont la mission est de fournir un accès à l'électricité aux 300 communautés rurales isolées restantes. Le GGGI a aidé le FREF au moyen d'un appui technique pour les visites sur le terrain, la conception technique et l'élaboration de dossiers d'appel d'offres, ainsi que l'évaluation des offres pour la mise en service de systèmes de mini-réseaux solaires dans certaines communautés rurales isolées ;
- c) réalisé diverses activités de renforcement des capacités, en présentiel et en ligne, dans les domaines de la modélisation du secteur énergétique pour la réduction des émissions de carbone, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique pour les petites et moyennes entreprises, en particulier dans le secteur du tourisme, et d'autres formations avec des partenaires ; et
- d) élaboré un guide sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique à l'intention des gérants de bungalows dans les zones rurales de Vanuatu https://gggi.org/wp-content/uploads/2020/06/20047_REEE_Vanuatu_vF.pdf.

Enjeux

10. Le projet de renforcement des capacités a permis de constater un manque de connaissance dans les domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables dans les communautés rurales isolées. Dans le même temps, il existe au sein de celles-ci une énorme demande de ces types de formations. En effet, lors de formations organisées dans certaines communautés, des participants provenant de communautés voisines ont fait de longs déplacements pour y assister. Le GGGI prévoit de continuer à étendre la proposition de formations à d'autres communautés aux Fidji, à Vanuatu, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon, ainsi qu'à d'autres pays et communautés travaillant en partenariat avec des pouvoirs publics et des organisations régionales et nationales. Le renforcement des capacités des communautés rurales afin d'améliorer la compréhension des technologies liées aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique peut accroître l'appropriation et la mobilisation communautaire dans le cadre de tels projets et contribuer à renforcer la pérennité.
11. La durabilité des technologies liées aux énergies renouvelables demeure un défi de taille, en particulier dans les communautés rurales isolées. De nombreux projets d'énergies renouvelables mis en place dans ces régions portaient uniquement sur l'installation et la mise en service de systèmes et non sur les aspects de la viabilité des systèmes dès le départ, tels que les moyens humains alloués au fonctionnement et à la maintenance, les chaînes d'approvisionnement et les financements disponibles pour le fonctionnement, la maintenance et les pièces détachées. Par conséquent, de nombreux systèmes d'énergies renouvelables sont tombés en panne prématurément, bien souvent en raison d'un manque de connaissance et de formation quant aux exigences en matière de fonctionnement et de maintenance des systèmes, ainsi que du manque ou de l'absence d'activités de renforcement des capacités à l'intention des communautés et des utilisateurs finaux dans le domaine de l'efficacité énergétique, entre autres. Bon nombre de ces questions ont été soulevées par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) dans sa note d'orientation sur les questions stratégiques liées au déploiement des énergies renouvelables dans les États et Territoires insulaires océaniques², qui insiste sur la nécessité de mettre en place un système éducatif ciblé et d'organiser des formations en matière de fonctionnement et de maintenance des technologies liées aux énergies renouvelables, à l'intention des étudiants, des citoyens, des électriciens, des ingénieurs, des responsables politiques et d'autres décideurs. Malgré les nombreux efforts déployés pour répondre à ces besoins, il subsiste des

² IRENA Policy Brief: Policy challenges in Renewable Energy deployment in Pacific Island countries and territories, 2012. https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2012/Policy_Challenges_for_Renewable_Energy_Deployment_PICTs.pdf. Accessed on 30 March 2023.

lacunes en matière de connaissances et de compétences dans le domaine du fonctionnement et de la maintenance.

12. Les politiques désuètes relatives à l'électrification et à l'énergie empêchent également une plus large participation des secteurs privés, l'augmentation du nombre de producteurs d'électricité indépendants, ainsi que l'établissement de contrats d'achat d'électricité bien conçus et de partenariats public-privé, qui sont nécessaires pour accélérer la réalisation des objectifs d'accès à l'énergie des pouvoirs publics océaniques. Jusqu'à présent, les fonds publics issus des autorités et des bailleurs de fonds ne peuvent contribuer qu'à la réalisation des objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'électrification et la mobilisation de financements privés sera essentielle. De plus, les procédures complexes que doivent accomplir plusieurs producteurs d'électricité indépendants et le manque de structures tarifaires relatives à l'électrification hors réseau dissuadent souvent les investisseurs du secteur privé de participer à des projets d'électrification rurale. Dans sa synthèse d'évaluation du secteur énergétique réalisée dans le cadre de la stratégie partenariat-pays pour les Fidji³, la Banque asiatique de développement (BAsD) affirme que l'impossibilité d'attirer des investissements privés est particulièrement inquiétante, compte tenu du potentiel que présentent les Fidji d'utiliser leurs ressources d'énergies renouvelables afin de réduire les coûts des combustibles fossiles importés pour la production d'électricité.

Recommandations

13. Les participants sont invités à :
- i. **saluer** le soutien offert en continu par le GGGI aux pays insulaires océaniques dans le secteur énergétique en matière d'élaboration de politiques, de mobilisation d'investissements verts et de renforcement des capacités dans le domaine des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'électrification rurale ;
 - ii. **soutenir** les efforts déployés par le GGGI et d'autres organisations pour encourager la participation du secteur privé et mobiliser des investissements, ainsi que pour appuyer l'électrification rurale et la transition énergétique dans la région en vue de la réalisation du septième objectif de développement durable, notamment en renforçant la viabilité des projets d'énergies renouvelables au moyen de l'intégration du renforcement des capacités des communautés rurales isolées ; et
 - iii. **encourager** les pays insulaires océaniques à poursuivre l'élaboration et l'actualisation des politiques et législations relatives au secteur de l'énergie, notamment en ce qui concerne l'électrification rurale, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le but étant d'accroître la participation du secteur privé dans les projets d'énergies renouvelables et les investissements en matière d'efficacité énergétique.

³ Sector Assessment (Summary): Energy, Country Partnership Strategy 2014-2018: Fiji, ABD. Available online: <https://www.adb.org/sites/default/files/linked-documents/cps-fj-2014-2018-ssa-03.pdf>. Accessed on: 30 March 2023.